

L'honorable député de Stanstead (M. Hackett) a demandé au Gouvernement de nous indiquer où sont nos débouchés éventuels et a offert certaines propositions orthodoxes et certains remèdes. N'oublions pas que le gouvernement britannique a déjà signé un accord de commerce avec la Pologne, que des négociations commerciales sont en cours entre le gouvernement britannique et l'Union soviétique, qu'il se peut que l'Union soviétique approvisionne de vivres d'autres pays et obtienne des pays du Commonwealth britannique le coton dont elle a besoin, de l'Australie la laine dont elle a besoin, et des autres pays britanniques les machines et les articles d'électricité dont elle a besoin. Par contre, ceux qui se tiennent au courant, savent que les Etats-Unis réalisent des progrès renversants dans les marchés de l'Amérique du Sud. Où sont les marchés de l'avenir? Quelle que puisse être notre philosophie politique, que nous soyons capitalistes ou socialistes, nous devons comprendre, si nous avons le sens des réalités, que pour le Canada les marchés de l'avenir se trouvent dans l'Europe dévastée par la guerre, dans l'Asie aux normes inférieures d'existence, et c'est là, à mon sentiment, que nous devons chercher la solution de notre problème.

Si je signale ces points, monsieur l'Orateur, c'est parce qu'un grand nombre des nôtres se rendent compte plus que jamais, à l'heure présente, que l'économie canadienne dépend du commerce extérieur. Je désire cet après-midi souligner la nécessité de développer notre commerce extérieur et, par voie de conséquence, de donner une tournure satisfaisante à nos relations internationales. En ce moment, je me rends parfaitement compte de mes responsabilités à mon titre de représentant de la population. En abordant cette situation internationale en tant qu'elle infuse sur le commerce mondial, sur le budget actuel et ceux qui suivront, sur les budgets provinciaux et sur le budget de nos citoyens ordinaires, je prends encore davantage conscience de mes responsabilités. Je songe aux ouvriers des hauts-fourneaux de Trail, dans ma circonscription, qui s'acquittent de bien rudes besognes; aux petits cultivateurs, aux producteurs de fruits, qui cultivent leurs terres; aux habitants de nos villes et villages vaquant à leurs occupations accoutumées. Jetant un regard en arrière, je songe également aux effets de la dernière crise économique, et à mon titre d'ancien combattant de la première Grande Guerre, je comprends jusqu'à quel point la période que nous traversons est critique; je vois aussi clairement que la première fois, les rangées de croix d'Ypres et de la Somme. C'est animé de ces sentiments que j'aborde cette question. J'estime que nous devons

[M. Herridge.]

l'étudier de façon objective et non dans l'esprit des ultra-partisans; il est essentiel qu'en l'occurrence, le Parlement soit une véritable assemblée délibérante et non un amplificateur au service de la propagande. Il nous faut envisager la question dans son ensemble, ce qui est bien difficile pour plusieurs au temps actuel. Avez-vous jamais songé, monsieur l'Orateur, que même en regardant un arbre ordinaire, deux personnes ne le voient jamais sous le même angle? L'une en voit un côté, une autre le côté opposé; l'une le voit en fleur, une autre tout en feuilles. Si nous désirons une solution à la découverte de laquelle nous aurons tous contribué, il nous faut envisager cette question importante sous tous ses angles.

En examinant cette question aujourd'hui, je me propose d'analyser les opinions, les motifs et les situations de façon objective et c'est sur ce principe que je ferai reposer mon argumentation. Avant d'aborder ce que je pourrais appeler l'aspect orthodoxe des échanges commerciaux, je me permettrai de repasser brièvement ce qui s'est produit dans le passé. Dans le domaine des affaires extérieures, la grande préoccupation du peuple britannique à l'heure actuelle est celle des relations entre les démocraties occidentales,— je devrais peut-être dire les démocraties capitalistes occidentales,—et l'Union soviétique; pour ce qui est de l'Amérique du Nord, la question qui nous préoccupe avant tout est celle des relations entre les Etats-Unis, notre plus proche voisin, et l'Union soviétique. Si l'on jette un coup d'œil sur l'histoire de notre politique étrangère telle qu'elle a été exposée à la Chambre, on peut affirmer que la réglementation de notre politique étrangère reste toujours l'un des problèmes que notre démocratie n'a pas encore résolus ou qu'elle n'a résolus qu'à demi. Il faut, dans une certaine mesure, attribuer cet état de choses au caractère apparemment insaisissable que présente cette question pour l'homme moyen. A la moyenne des gens, en effet, vaquant à leurs occupations journalières, les questions de politique étrangère ont, dans le passé, inspiré peu d'intérêt. Il faut l'attribuer aussi en partie au fait que, dans la plupart des cas, les gouvernements démocratiques ont été institués surtout en vue d'améliorer la situation à l'intérieur même du pays. Nous commençons à peine à nous rendre compte que nous devons nous intéresser directement à ce qui se passe dans les autres pays. Cela est particulièrement vrai du Canada. Ce n'est que depuis vingt-cinq ans que nous avons assumé directement nos responsabilités en matière de politique extérieure. Mais le choc de la dernière guerre et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies ont poussé bien